



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 24/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARGAN

21, rue Beffroy
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Références : AN/IA/690-2024
Code AIOT : 0006200364

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2024 dans l'établissement ARGAN implanté 300 RUE GUSTAVE EIFFEL 54710 Ludres. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARGAN
- 300 Rue Gustave EIFFEL 54710 LUDRES
- Code AIOT : 0006200364
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARGAN exploite un entrepôt de produits de consommation courante implanté dans la zone industrielle de Ludres.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rétention des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.1.3	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.2.5	Sans objet
5	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 10.2.1	Sans objet
6	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 10.2.2	Sans objet
7	Niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 10.2.3	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.4	Sans objet
9	Compartimentage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 16 avril 2024, l'exploitant devra justifier auprès de l'administration l'application de dispositions réglementaires relatives au confinement des eaux d'extinction d'un incendie et aux suites données aux vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : La zone de stockage des boîtiers d'aérosols et de gaz inflammables liquéfiés est constitué d'une cage grillagée. Les côtés et le dessus de la cage sont pourvus d'un grillage métallique. La cage est dimensionnée et ancrée de façon à résister aux températures élevées ainsi qu'aux sollicitations mécaniques provoquées par la projection des boîtiers ou autres contenants. Les mailles sont suffisamment serrées pour retenir les boîtiers projetés ou autres contenants (maximum 50 mm) à l'intérieur du compartimentage. Le sprinklage est compatible avec ces matières dangereuses.
Constats : La zone de stockage des boîtiers d'aérosols n'a pas été construite conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral, ce qui a été constaté lors de la visite de l'inspection du 23 septembre 2019. Suite à cette visite, l'exploitant a produit des documents pour justifier que les dispositions constructives retenues (Point 2 du courrier de FM LOGISTIC du 18 décembre 2019) assure une fonction de barrière. L'analyse des éléments d'appréciation apportés par l'exploitant fera l'objet d'un rapport distinct qui conduira l'inspection à proposer à Madame le Préfet les suites à donner.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'établissement est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, et conformes aux référentiels en vigueur notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"> - d'un débit minimal d'eau de 360 m³/h pendant 2 heures, soit d'un volume minimal d'eau d'extinction de 720 m³ (pour une surface de référence de 6 000 m²), l'exploitant devant être en mesure de justifier la disponibilité permanente du débit d'eau requis ; Le réseau de distribution

<p>d'eau de la ville permet de délivrer un débit simultané de 120 m³/h (2 poteaux de 60 m³/h chacun fonctionnant simultanément), et une pression dynamique minimale de 1 bar et maximale de 8 bars. Les prises de raccordement sont du type DN 100 mm ;</p> <p>- d'une réserve d'eau aérienne de 720 m³ utiles dédiée aux poteaux d'incendie (240 m³/h pendant 2 heures) et comprenant 3 aires de stationnement pouvant accueillir les engins de secours accessibles en toutes circonstances, dont les dimensions minimales sont 4m x 8m. Cette réserve dispose des 3 prises de raccordement et de signalisation conformes aux normes en vigueur ;</p> <p>[...]</p> <p>Avant la mise en service des installations, l'exploitant vérifie, conjointement avec le service d'incendie et de secours, la disponibilité effective des débits d'eau d'incendie ainsi que la conformité de la réserve incendie et des appareils d'incendie. Cette vérification comprend notamment un essai de débit simultané sur 2 ou 3 poteaux d'incendie.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de l'entrepôt, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus conservés au moins six ans et susceptibles d'être mis à disposition des services publics d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le calcul des besoins en eau de la demande d'autorisation de 2019, à partir du guide D9, pour une surface de référence de 6 000 m², conduit à un débit de 351 m³/h, arrondi à 360 m³/h.</p> <p>L'exploitant dispose d'un débit simultané contrôlé le 20 février 2020 sur son réseau interne de poteaux incendie supérieur à 360 m³/h. Le volume total de la réserve aérienne d'eau alimentant ces poteaux est de 710 m³, et non pas de 720 m³ comme spécifié à l'article contrôlé. L'indication de la jauge montre que la réserve est remplie.</p> <p>2 poteaux incendie publics sont situés rue Gustave Eiffel et rue Paul Sabatier, à environ 60 et 80 mètres des limites du site.</p> <p>Un exercice incendie, qui a fait l'objet d'un compte-rendu, a été réalisé le 16 novembre 2023 avec le concours du SDIS et n'a pas fait l'objet d'observation particulière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le bassin de confinement de l'établissement dispose, à son aval, d'une vanne d'isolement (vanne guillotine) asservie au système d'extinction automatique. L'écran de contrôle du système de supervision du sprinklage identifie le pilotage de la « VANNE BARRAGE ».</p> <p>Le fonctionnement de cette vanne a été contrôlé le 11 mars 2024.</p> <p>Une partie du personnel connaît l'existence de la vanne et sa fonction.</p> <p>La vanne de confinement n'est pas signalée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier que le dispositif de confinement de l'établissement est signalé et qu'une consigne relative à son fonctionnement est mise en place (en prévoyant le dysfonctionnement de l'automatisme conduisant à une mise en œuvre manuelle).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques, de la continuité du réseau de liaisons équipotentielles et des installations de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant a justifié la réalisation des contrôles suivants : - en 2023 : désenfumage ; Système de Sécurité Incendie (SSI : 3 observations émises), système d'extinction automatique ; - en 2024 : installations électriques (conclusion Q18 : pas de risque d'incendie et d'explosion) ; portes coupe-feu. Lors du contrôle du SSI, la société de contrôle a constaté que la sirène d'alerte n'est pas audible depuis le local B6. L'exploitant précise qu'une demande de devis est en cours. Les vérifications périodiques des matériels sont enregistrées sur un registre papier sur lequel ne sont pas mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant dispose également d'un tableur informatique dans lequel il renseigne les vérifications périodiques sans que soit indiquée la suite donnée en cas d'anomalie ou de préconisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier de : - la prise en compte de l'observation relative à la sirène d'alerte qui n'est pas audible depuis le local B6 ; - l'intégration dans un registre des suites données aux vérifications périodiques des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 10.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eau
Prescription contrôlée : La qualité des eaux pluviales avant rejet dans le réseau d'assainissement de la collectivité est contrôlée au moins une fois par an. Les résultats sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Si les résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sans délai, recherche l'origine de la pollution et en supprime les causes.
Constats : Un prélèvement a été effectué le 11/04/2024 et les résultats des analyses ne sont pas encore disponibles. L'exploitant précise qu'il n'a pas pu réaliser d'analyses en 2023. Les résultats des dernières analyses, sur un prélèvement du 28/09/2022, sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 10.2.2
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins cinq ans et tenu à la disposition des installations classées.
Constats : Le locataire des cellules assure la traçabilité des déchets sortant de l'entrepôt sous format numérique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2017, article 10.2.3
Thème(s) : Autre, Bruit
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit engendré par le fonctionnement des installations autorisées par le présent arrêté est effectuée dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de mise en service de l'entrepôt, puis tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du Préfet, si l'établissement fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de ses installations susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.
Constats : Les dernières mesures de bruit réalisées le 30/12/2022 révèlent une non-conformité en période nocturne en limite de propriété Nord du site. L'entrepôt n'est plus exploité la nuit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à

<p>un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées sous format numérique, mis à jour quotidiennement, accessible à distance. Les produits sont classés par rubrique ICPE de la nomenclature des installations classées.</p> <p>La quantité d'aérosols stockés au 16/04/2024, répondant à la définition de la rubrique ICPE 4320, est de 19,256 t pour une capacité maximale de 50 t.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Compartimentage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les parois qui séparent les cellules de stockage sont des murs au moins REI120 ; le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs. Le degré de résistance est au minimum REI120.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>